

entamer des négociations directes en vue d'amorcer une entente, personne ne devrait s'y opposer pour des raisons de procédure, ou à cause de préjugés. Je partage à cet égard les vues du Secrétaire général des Nations Unies, qui, tout dernièrement, préconisait des pourparlers entre les grandes puissances, « . . . à n'importe quel moment et à tous les échelons . . . au sein des Nations Unies et en dehors de cette organisation ».

N'allons pas rester dans l'ornière, qu'il s'agisse de questions atomiques ou d'autres problèmes, ni supposer que les solutions présentées sont nécessairement parfaites et définitives.

Le Conseil mondial des Églises, lors d'un congrès qui a eu lieu récemment à Genève, préconisait de tels pourparlers:

Les Gouvernements ont, à l'heure actuelle, une responsabilité à laquelle ils ne peuvent se dérober. Le monde est divisé en camps hostiles par la méfiance, les soupçons et l'impuissance des nations à mettre leurs relations mutuelles sous le signe d'un régime convenu de justice et d'ordre. Au nom des Églises chrétiennes, nous préconisons un mouvement nouveau et gigantesque en faveur de la paix. Nous savons avec quelle ténacité les Gouvernements ont jusqu'ici discuté de paix. Cependant, les âpres conflits politiques et la menace d'une guerre atomique n'en prennent pas moins une acuité grandissante. Nous exhortons les gouvernements à entamer immédiatement de nouveaux pourparlers et à faire tout en leur pouvoir pour dégager le monde de la tragique impasse où il se trouve.

Je n'ai aucun doute que vous êtes pour la plupart d'accord là-dessus. Toutefois, il est indispensable qu'on use de la plus grande circonspection en préparant de nouvelles négociations en vue d'assurer la paix par l'élimination des divergences entre nations. En outre, les peuples libres doivent proclamer, —et ils en sont capables,—que l'angoisse, la crainte ou l'incertitude, que peut leur causer l'état de choses actuel, ne leur feront jamais consentir des sacrifices qui affaibliraient leur position sans être payés de retour. Ne nous laissons pas gagner par la panique; nous sommes plus forts que nous l'étions. Mais quelque forts que nous puissions devenir, ce serait folie de fonder notre politique uniquement sur la force. Comme on l'a dit, la diplomatie a pour première mission d'éviter les situations où la force seule se ferait entendre. Nous pouvons et nous devons donc réaffirmer le désir que nous avons de chercher encore, par voie de négociations, à faire disparaître les divisions qui déchirent le monde.

Les circonstances fussent-elles les plus favorables, il n'en serait pas moins difficile de régler les problèmes qui séparent le monde communiste des nations libres. De nouvelles interventions pourraient marquer le début d'un rapprochement. Il va sans dire que le Gouvernement appuiera par tous les moyens toute nouvelle initiative susceptible de réussir. Mais, dans notre détermination, notre désir, notre souci d'accomplir quelque chose, n'oublions pas que le chemin à parcourir sera de toute façon long et ardu. Il faudra nous y aventurer avec patience et prudence, mais aussi avec persistance et avec un sens très net des réalités. Si, par exemple, une nouvelle façon d'envisager les choses n'aboutissait à aucun résultat positif—ce qui est toujours possible—nous ne devrions pas céder au mouvement de désespoir qui suivrait inévitablement.